COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 13 FEVRIER 1982 | N° 150 | PRIX : Antilles 2 F, France 3 F

Editorial

LES LUTTES ENTREPRISE PAR ENTREPRISE, SUR DES OBJECTIFS PARTIELS, NE CONDUISENT PAS LOIN.

L'application de la loi sur les 39 heures provoque un certain nombre de conflits sociaux.

Ils ne sont pas tous du même ordre. Les travailleurs des banques en Martinique ont voulu conserver un avantage acquis en réclamant que la différence entre l'horaire valable en France et celui des Antilles reste le même après la diminution horaire - ce qui conduisait à la semaine de 35 heures. Dans le même sens agissent les agents des impôts. Ils veulent conserver des avantages qu'on veut leur enlever en contre partie de la diminution horaire.

Dans les hôpitaux par contre les travailleurs posent un problème bien réel et qui les touche physiquement pourrait-on dire. Si on diminue les horaires, il y aura du travail en plus, ou ils devront le faire en moins de temps, ou il faut embaucher au moins des gens pour compenser cette diminution horaire.

Les socialistes et communistes au gouvernement auraient voulu diviser et éparpiller les luttes des travailleurs dans les limites corporatives qu'ils n'auraient pas fait mieux. Ils ont fait une loi sur les 39 heures qui laisse chaque patron libre de faire toutes sortes de combines sur le dos des travailleurs.

Et cela n'a pas manqué. Dans beaucoup d'entreprises, les patrons trouvent des combines-maison pour tenter à travers l'application des 39 heures d'imposer des baisses déguisées (à peine !) de salaires ou faire travailler plus pour un horaire diminué - ce qui revient à une diminution de salaire. Ou alors ils cherchent à reprendre certains avantages acquis.

Les syndicats favorisent les luttes qui se déroulent ainsi dans chaque entreprise. Mais ces luttes restent limitées à chaque entreprise.

Les syndicats savent qu'ils ne prennent pas le risque d'une extension de ces mouvements et d'une transformation en un mouvement généralisé.

Il se trouve pourtant que dans certaines grèves, les travailleurs prennent au mot le gouvernement sur un point : on avait dit que la diminution des horaires avaient surtout pour but d'embaucher. Alors on a vu les employés des banques qui avaient démarré leur lutte sur les avantages acquis, en faire un mouvement pour l'embauche de chômeurs dans les banques. Il en est de même dans les hôpitaux. Cela correspond-il à une tactique des syndicats ou à une volonté réelle chez les travailleurs ? Il y a actuellement trop peu de mouvements en cours pour le dire.

Mais si d'autres grèves prenaient cette orientation, les travailleurs pourraient se poser aussi le problème de la coordination de ces mouvements. Car isolés les uns des autres ils ne peuvent aboutir. Car il faut plus qu'une lutte dans une entreprise ou même un secteur pour contraindre les capitalistes et l'administration à diminuer les horaires et à embaucher massivement des chômeurs.

(Suite page 4)

MAILLARD, UN PRÉFET COMME LES AUTRES EST PARTI.

MIGUET, UN PRÉFET... COMME LES AUTRES ARRIVE.

Maillard, le préfet de la Guadeloupe vient de céder sa place à Miguet, et celui-ci devient alors le nouveau premier représentant du gouvernement colonialiste français en Guadeloupe.

Cette passation de pouvoir fut pour la presse parlée et écrite l'occasion de vanter les « mérites » de Maillard. D'ailleurs les politiciens de droite, comme ceux de gauche n'ont pas attendu cette succession pour couvrir l'ancien préfet de louanges. Ainsi l'intervention à la télévision de Dagonia, maire du Lamentin et un des principaux dirigeants du parti socialiste guadeloupéen, juste après l'élection de François Mitterrand, pour déclarer sa satisfaction de l'action de Maillard, est édifiante.

Eh bien, comme tous ceux qui l'ont précédé dans le siège qu'il a occupé pendant quelques années, Maillard fut un digne représentant du pouvoir colonial. Sous son règne, la situation des travailleurs guadeloupéens a continué à se dégrader. Il a couvert de son autorité la fermeture de deux usines à sucre, celle de Blanchet et de Darboussier. Et c'est bien plus de 2000 travailleurs qui se retrouvèrent au chômage. Sous le règne de Maillard, les travailleurs de nombreux secteurs eurent à lutter contre leurs mauvaises conditions de travail et le racisme des patrons. On peut citer en exemple les luttes des travailleurs du magasin de confection Point Virgule, de ceux de la maison du Meuble. de ceux de l'hôpital psychiatrique de St Claude. Et dans bien des cas, ils ont trouvé les bandes armées du pouvoir colonial entre eux et les patrons.

On a aussi bien parlé d'une réforme foncière au cours de ces trois dernières années, mais celle-ci s'est révélée comme une vaste mascarade qui n'a aucunement porté remède à la misère des paysans pauvres de la Guadeloupe puisque la terre ne leur a pas été remise.

Dans le domaine de la répression coloniale, la population ne fut pas mieux lotie avec Maillard. Bien sûr, il n'y a pas eu de grosses répressions comme celles qu'on a connues en mai 67, mais il n'empêche que les attentats du GLA furent le prétexte choisi par le gouvernement pour se livrer à un véritable quadrillage policier de la population. Contrôles routiers, perquisitions, arrestations de militants anti-colonialistes devinrent les éléments permanents de la politique du gouvernement français en Guadeloupe.

Tout cela montre bien que pendant le règne de Maillard, le paradis n'est pas descendu sur la terre de Guadeloupe. Nous n'allons pas regretter ce préfet, pas plus que les autres.

GREVE AU CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE

POUR L'EMBAUCHE EN LIAISON AVEC LES 39 H

Depuis jeudi 4 février les travailleurs hospitaliers de Pointe à Pitre sont en grève pour réclamer la création de postes pour rattraper les retards accumulés depuis des années mais aussi pour compenser la diminution des horaires à 39 heures. Les travailleurs du Centre Hospitalier de Pointe à Pitre font valoir que les gouvernants n'ont pas arrêté de dire que la diminution des horaires permettrait d'embaucher et de lutter contre le chômage...

Les travailleurs prennent ces gouvernants au mot et leur disent donc : « Oui à la lutte contre le chômage ! Oui, il y a 25 à 30 % de chômeurs... Embauchez !

D'après les comptes du syndicat CGTG qui a lancé la grève, il faudrait embaucher 279 agents pour rattraper le retard, et 45 en liaison avec la diminution des horaires à 39 heures.

Lors des différentes assemblées générales qui se sont tenues dans l'enceinte de l'hôpital, on a vu augmenter régulièrement le nombre de participants. Mardi 9, il y avait plus de monde que les jours précédents dans le hall de l'hôpital. Ce jour là, le syndicat UTS qui n'avait pas appelé au début à la grève s'était rallié au mouvement sur la base d'une action de solidarité avec les grévistes de Beauperthuy (Pointe Noire)

Mais lors des explications données dans ce sens, le représentant de l'UTS n'a pas obtenu grand succès. Les hospitaliers de Pointe à Pitre ne comprennent pas pourquoi l'UTS veut absolument opposer leur grève, la dévaloriser face à celle de leurs camarades hospitaliers de Beauperthuy. Et un travailleur est intervenu pour dire que ce qui comptait c'est qu'à Pointe à Pitre, comme à Pointe Noire, les agents hospitaliers se battent fermement pour leurs revendications, ce qui serait la meilleure façon d'établir entre eux une solidarité effective de lutte.

Mais tout n'est pas clair dans cette grève. Actuellement la direction est encore aux mains des syndicats. La CGTG qui a déclenché le mouvement a laissé la porte ouverte à toutes les initiatives allant dans le sens de l'action et de son renforcement. L'UTS a parlé de rejoindre le mouvement.

Quel est l'objectif de la CGTG ? Aller jusqu'au bout des possibilités de cette lutte et contraindre l'administration locale et centrale

(Suite page 3)



MILTON CATO, PREMIER MINISTRE DE SAINT-VINCENT EN MARTINIQUE

Le premier ministre de Saint Vincent, Milton Cato va arriver en Martinique où il sera reçu par les Aimé Césaire et par le préfet de Martinique.

Saint Vincent qui est indépendant depuis deux ans a des liens commerciaux surtout avec le Caraïbe, les Etats Unis, le Canada, et l'Angleterre. Saint Vincent y exporte, de la banane et du cacao, des noix de coco, des montres, du matériel électronique.

Elle importe la plupart de ses besoins de ces mêmes pays. Elle vit aussi beaucoup du tourisme américain en particulier grâce aux îles Grenadines qui sont très prisées.

L'île a 388 km² où vivent 119000 personnes. Sa capitale, Kingstown compte 24000 habitants, Milton Cato a parlé de trouver en Martinique de « nouveaux amis » ! Le premier ministre de Saint Vincent se situe politiquement dans l'orbite proaméricaine. Lors d'une manifestation de jeunes rastas dans une des îles proches de Saint Vincent, il n'avait pas hésité à dramatiser la situation et parlant de subversion avait fait appel à l'aide de troupes venues de Barbade.

Les travailleurs vivent surtout de l'industrie touristique et de l'agriculture. Depuis peu on y recommence un peu de canne à sucre.

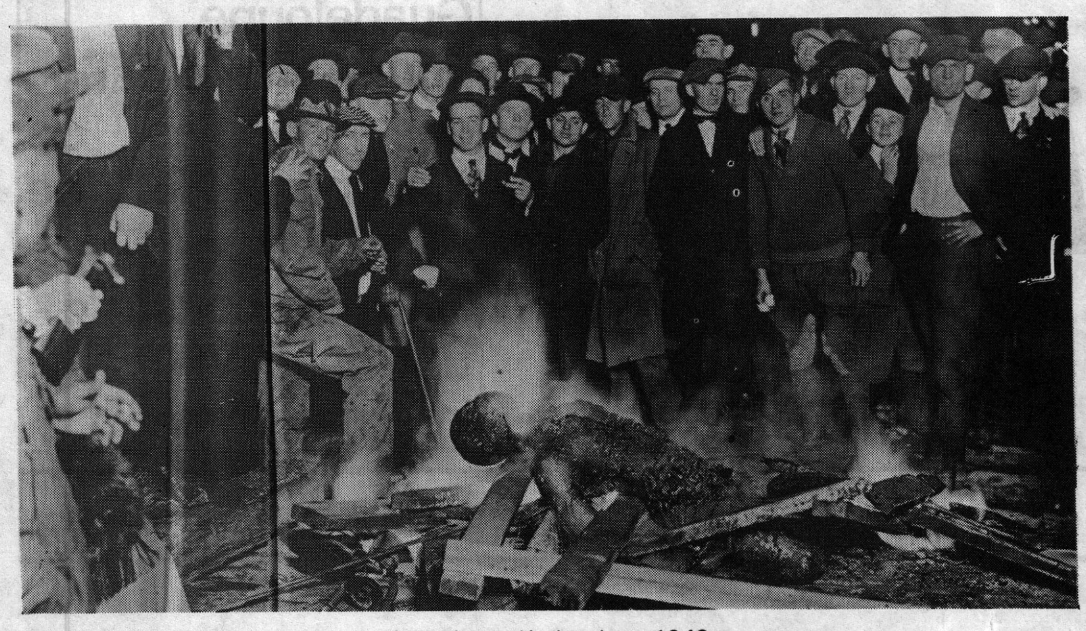
Le volcan la Soufrière, fait régulièrement parler de lui sans que jusqu'ici il n'y ait eu rien de grave. Mais les cultures ont beaucoup souffert de ces éruptions.

Comme tous les pays pauvres, Saint Vincent a des difficultés économiques. Milton Cato tente de trouver ne Martinique des accords économiques qui pourraient favoriser son pays. Mais dans la jungle des relations économiques et commerciales Saint-Vincent ne peut intéresser les capitalistes français et martiniquais que s'il y a quelque chose à y gagner.

Ce type de relations nouvelles ne profiteront certainement pas aux peuples de Saint Vincent et de Martinique.

USA : L'EFFET REAGAN ?

POUR LES NOIRS PAUVRES AUX ETATS-UNIS C'EST L'AGGRAVATION DE LA MISERE ET DU RACISME



Le racisme c'était cela en 1940

Ronald Reagan président des Etats-Unis, vient d'annoncer qu'il faisait reprendre la fabrication d'armes chimiques pour rattraper un prétendu retard dans ce domaine sur l'URSS.

Cette décision est dans le droit fil de tout ce qui a déjà été fait par Reagan depuis qu'il a été élu président.

C'est ainsi que les crédits militaires ont été augmentés dans des proportions considérables. Les dépenses militaires à elles seules représentent 200 milliards de dollars soit 1200 milliards de francs actuels ; soit encore une fois et demie le budget de la France !

Mais les décisions de ce type ne sont pas les seules qui attirent l'attention sur l'Amérique de Reagan.

L'administration Reagan doit faire face à une situation de crise. La production diminue. Le produit intérieur brut a diminué encore au cours du dernier trimestre de 1981. Le nombre de chômeurs n'est pas loin des 10 millions - soit près de 10 % de la population active. Et encore ne s'agit-il là que des « chômeurs » reconnus dans les statistiques officielles.

C'est dans ce climat de récession économique et accompagné de fortes pressions de la droite la plus conservatrice et réactionnaire que l'administration prend un certain nombre de mesures qui vont se retourner contre les pauvres ou se retournent déjà contre eux.

Dans un tel climat il est bien à craindre que la situation des Noirs pauvres aux USA ne s'aggrave encore. Premiers touchés par le chômage ils seront touchés de plein fouet par la politique de « défédéralisation » ou de « nouveau fédéralisme » à la Reagan.

La situation des Noirs aux USA est déjà aujourd'hui particulièrement défavorable : le taux de chômage est deux fois plus élevé pour eux que pour les Blancs, leurs revenus annuels sont beaucoup plus bas, leurs logements nettement plus mauvais, etc... Le journaliste Shofield Coryell écrit dans *Le Monde diplomatique* un article sur cette question et il cite le *Washington post :*

« L'économie américaine s'est considérablement développée durant les dernières années mais le chômage chez les adolescents noirs n'a fait que croître (...) tandis qu'il n'a que peu varié chez les jeunes blancs. Pour les jeunes noirs le taux de chômage a presque atteint 40 % alors qu'il était de 26,5 % en 1967.

Ce taux devrait (d'après S.C) être corrigé et estimé en réalité à 57 % de l'ensemble des jeunes noirs.

L'augmentation du chômage s'accompagne évidemment de toute une série d'autres maux tels que drogue, délinquance, cambriolages, criminalité, maladies, etc.. qui se développent avec rapidité dans les quartiers pauvres et noirs.

Dans son article Sh. Coryell cite aussi une organisation, l'Urban League, qui a produit un rapport sur la situation des noirs à New-York. Cette organisation affirme que : le nombre de logements a diminué de 160 000 au cours des dix dernières années. Et ils n'ont pas été remplacés par des logements en même proportion. Et ceux qui ont été reconstruits sont trop chers pour des pauvres.

A cause de la politique de compression budgétaire appliquée par Reagan, le nouveau programme municipal de construction ne couvrira que 12 % des besoins à New-York.

La suppression des subventions fédérales (alors que les dépenses militaires augmentent) a aussi d'autres conséquences. Les transports en commun n'auront pas d'argent pour se renouveler et s'améliorer, ils coûteront plus chers et resteront vétustes. Cela touche particulièrement les plus pauvres. Ces compressions budgétaires vont toucher toute une série de services publics et sociaux : suppression des programmes de formation professionnelle, réduction des allocations chômage, diminution des fonds destinés aux allocations alimentaires et à l'aide médicale.

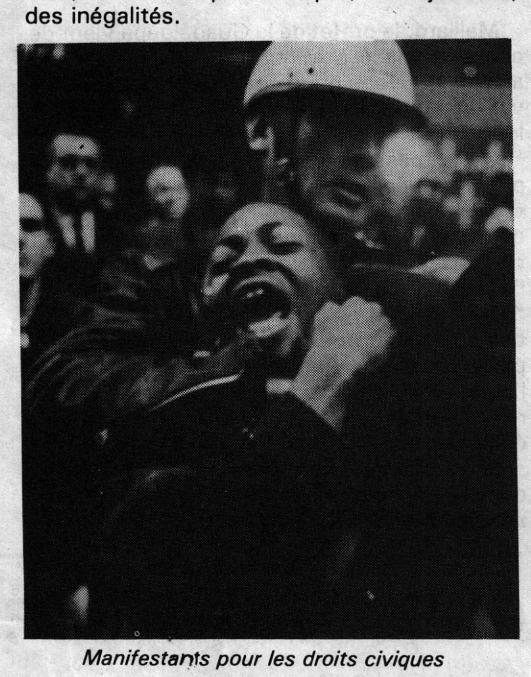
Avec la crise, ce sont les plus pauvres qui sont de nouveau touchés. Et il est très commode pour l'administration de prendre aux pauvres pour continuer à subventionner les riches. D'où la diminution des programmes économiques et sociaux et l'affaiblissement des aides alimentaires ou aux chômeurs.

L'important budget militaire c'est d'abord pour donner de l'argent sous forme de commandes d'état aux grands trusts capitalistes.

Mais une telle politique s'accompagnera nécessairement d'une recrudescence du racisme.

Déjà l'administration est en passe d'abandonner complètement la politique d'intégration raciale dans les écoles qu'elle facilitait par le transport en bus des élèves vers les écoles. L'administration Reagan est en passe de refuser de poursuivre les efforts pour lutter officiellement contre la discrimination raciale dans les entreprises travaillant pour l'Etat. Aujourd'hui les petites et moyennes entreprises sous contrat fédéral ne sont plus obligées de garantir un certain nombre de postes aux noirs notamment.

Le climat s'alourdit pour les noirs américains. Les quelques conquêtes de 1965, lors des mouvements pour les droits civiques, sont remises en cause presqu'ouvertement par l'administration Reagan. Mais cela n'a rien d'étonnant. Le racisme ne dure aux Etats-Unis que parce qu'il s'agit d'une société capitaliste où la grande majorité (noire et blanche) est exploitée pour enrichir une minorité. Dans une telle société, il y a des chômeurs, des pauvres, des laissés-pour-compte, des injustices, des inégalités.



Manifestants pour les droits civiques

Cela conduit tout droit au racisme envers ceux qui diffèrent de la majorité ethnique, ou surtout de l'ethnie de la minorité qui possède l'argent et le pouvoir.

Alors oui, dans une telle société un Noir est plus défavorisé qu'un blanc, même pauvre. Mais ni l'un ni l'autre n'ont intérêt à maintenir une telle division entre eux, car elle fait le jeu des exploiteurs et des oppresseurs.

Les noirs ont dans le passé combattu durement contre le racisme et la ségrégation. Mais ils se battaient en même temps contre la pauvreté. Car avoir en théorie les mêmes droits ne suffit pas. Et on le voit bien puisque aujourd'hui, après plus de 15 ans de politique anti-ségrégationniste, le racisme revient encouragé pratiquement par les sommets de l'Etat américain.



Martin Luther King qui dirigea la lutte pour les droits civiques

Les noirs peuvent encore reprendre la lutte qu'ils avaient cessée vers la fin des années 60. Le lien n'est pas forcément rompu entre ceux qui se battaient en 1967 et ceux qui forment la jeunesse noire d'aujourd'hui.

L'Amérique raciste, impérialiste, capitaliste peut être jetée à bas si les noirs pauvres se remettent en lutte. Car aujourd'hui dans une situation de crise qui touche aussi les pauvres blancs, mais aussi hors des USA, tous les noirs de toute la Caraïbe et d'Amérique latine, les noirs américains pourraient être le fer de lance d'une lutte générale contre le plus puissant des impérialismes, dressant contre lui des millions d'opprimés !

Dans une telle lutte qui s'attaquera à tous les fondements mêmes de la puissance impérialiste, les jeux ne sont pas faits d'avance. Les jeunes noirs d'Amérique, ceux des Etats-Unis, comme ceux qui vivent à son voisinnage, peuvent s'y préparer avec l'espoir de la mener à son terme, c'est-à-dire jusqu'à poser les bases d'une autre société, fondée sur autre chose que l'argent, que l'exploitation des hommes au profit d'une classe parasitaire.

Une telle société, fraternelle, sans inégalités sociales et démocratiques, où les hommes se dirigeront eux-mêmes, n'est pas un rêve insensé. Si les noirs ont véritablement fait trembler l'Amérique des années 60, c'est à cause de tout l'espoir que leur lutte pouvait apporter à tous les noirs dans le monde et dans la zone américaine, mais aussi à tous les pauvres quelle que soit la couleur de leur peau. Et c'est pour cela que l'Etat américain à la fois a fait des concessions et a réprimé les mouvements les plus radicaux (Panthères noires)

Mais l'expérience montre bien aujourd'hui aux Noirs des USA (mais aussi aux noirs pauvres vivant aux Antilles) qu'aucun acquis n'est définitif dans cette société, et qu'il faut sans cesse se remettre à la lutte tant que cette vieille bête capitaliste n'aura pas été abattue.

G.R.

LES SYNDICATS DE L'UPLG : DES INSTRUMENTS POUR UNE POLITIQUE QUI N'EST PAS CELLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

On a vu les syndicats nationalistes UTA, dans l'agriculture, et UTS dans la santé, prendre la tête de luttes dont la presse a beaucoup parlé.

Ces syndicats sont directement lié à l'appareil politique de l'UPLG (aujourd'hui MUFLG), organisation qui vise à l'indépendance de la Guadeloupe au profit de la petite bourgeoisie aisée et de la bourgeoisie guadeloupéenne.

Ce qui est caractéristique c'est que dans plusieurs grèves où les syndicats nationalistes sont apparus, ils se sont manifestés par des attitudes qui sur le plan syndical étaient le pendant de l'attitude anti-démocratique de l'UPLG depuis plusieurs années.

Tout comme l'UPLG refuse le droit à l'existence d'organisations représentant d'autres idées et d'autres programmes que les siens, l'UTA et UTS ont tout fait pour combattre d'autres syndicats notamment la CGTG qui reste le syndicat le plus implanté en Guadeloupe parmi les travailleurs.

Dans la banane on a vu l'UTA lancer une véritable campagne de calomnies contre les militants de la CGT de Capesterre, lesquels sont des ouvriers de la banane qui comme les travailleurs de la SCEFA travaillent tous les jours dans les champs. Pourquoi ? Simplement parce que des travailleurs de la SCEFA qui ne se reconnaissent pas tous, ni dans la perspective de l'UTA, ni dans ses méthodes, ont voulu rejoindre la CGTG. On a alors vu Mounien, le chef du syndicat nationaliste, troubler une réunion syndicale avec un petit commando de travailleurs de la SCEFA. Cela n'a pas mal fini parce que les travailleurs des deux côtés ont plus voulu discuter que s'affronter. Et en cela ils ont eu raison. Mais à la radio, notamment à FR3, Mounien a continué à calomnier, disant sans avancer aucune preuve que les membres de la CGTG avaient été payés par Max Martin le propriétaire de la SCEFA.

Dans les hôpitaux c'est la même attitude. Depuis que jeudi 4 février la CGTG a lancé une grève pour obtenir la création de 45 postes en liaison avec la diminution des horaires à 39 heures, ce qui est tout à fait légitime, le personnel de l'hôpital a pu dans certains services assister à une véritable opération anti-gréviste de la part de l'UTS. A tel point que dans certains services il y a eu de vives discussions car souvent des travailleurs ne comprenaient pas l'attitude de l'UTS.

Celle-ci a refusé de s'associer au mouvement de grève du jeudi qui dure maintenant depuis plus d'une semaine et a préféré entrer en grève uniquement par solidarité avec l'hôpital Beauperthuy où c'est l'UTS qui dirige la grève.

On peut dire que même si l'UTS estimait que la CGTG lançait une grève sur des objectifs ou avec des moyens qui ne sont pas justes, elle aurait du s'y associer si elle avait d'abord en vue les intérêts des travailleurs de l'hopital de Pointe à Pitre.

Au lieu de cela, elle a cherché à créer une véritable division en opposant « sa » grève à Beauperthuy à celle de la CGTG. Elle a voulu que la solidarité avec d'autres travailleurs déjà en grève passe avant la lutte qu'ils menaient dans leur propre hôpital. Une telle attitude ne facilite pas les choses pour les travailleurs qui veulent se battre. Car cela constitue un ferment de division.

(Suite page 4)

LE CONGRÈS DU PPM : RIEN DE NEUF SOUS LE SOLEIL

Le Parti progressiste martiniquais vient de tenir son 9e congrès. Comme il fallait s'y attendre, rien de nouveau n'est sorti de ce congrès, le PPM ayant confirmé sa politique de collaboration avec le gouvernement socialiste inaugurée par le « moratoire ». Darsières a même proposé l'adhésion du PPM à l'Internationale Socialiste, à laquelle appartiennent également Mitterrand et Senghor.

Dans ce congrès, aucune voix discordante. Les contestataires, les démissionnaires du Comité national notamment (Suvelor, Ménil, William, entre autres) ne se sont pas manifesté, tout au moins on n'en a eu aucun écho. L'assemblée des militants a reconduit Césaire et Darsières dans leurs fonctions de Président et Secrétaire de parti, et a entériné le soutien de la direction au projet de « décentralisation » du gouvernement français. Darsières à ce propos, a déclaré que le congrès avait vu « le triomphe de la base ».

C'est donc forte du soutien de cette « base » que la direction du PPM maintient le cap sur la politique du « moratoire » et entend jouer le jeu que propose le gouvernement français.

LES GREVES LIÉES A LA DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL

BANQUES : LA GRÈVE SE POURSUIT

La grève des employés de banque se poursuit toujours, au moment où nous écrivons. Les directeurs de banque qui avaient décidé de fermer purement et simplement leurs établissements, durant la grève, les ont réouverts le mardi 9 février. Ils espéraient rendre les grévistes impopulaires aux yeux de la population en faisant croire que ceux-ci avaient d'un seul coup fermé tous les établissements. Et le fait qu'ils aient réouvert eux-mêmes leurs agences, mais avec un personnel réduit, est interprété par le syndicat comme un recul.

Aussi, il semble au moment où nous écrivons que l'on s'achemine vers des négociations en commission paritaire.

Toutefois, le syndicat des employés et cadres de Banque réclame toujours satisfaction au moins partielle à ses revendications. La principale de celles-ci demeure l'obtention de la semaine de 35 heures.

GUADELOUPE
LES AGENTS DES SERVICES FISCAUX EN GREVE POUR LES 39 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE.

Après les travailleurs de la Société des Eaux, ceux du centre hospitalier de Pointe-à-Pitre-Abymes qui ont déclenché des mouvements pour exiger de ne pas se trouver pénalisés avec l'application des 39 heures, ce sont les agents des services fiscaux qui entament la lutte contre leur direction.

Là encore, la direction voudrait bien que l'application de l'ordonnance sur les 39 h par semaine soit faite en sa faveur. Elle n'a pas voulu prendre en compte la demande d'aménagement horaire que proposaient les travailleurs et elle refuse d'embaucher des agents supplémentaires.

Les travailleurs de ce secteur ont donc déclenché une grève illimitée à compter du 10 février pour exiger l'application des 39 heures sans diminution de salaire et aussi l'embauche de personnel.

Dès le premier jour de la grève, ils prévoyaient de faire une manifestation devant la direction des services fiscaux.

MARTINIQUE
LES GRÈVES SUR LE PROBLÈME DES 39 H

La semaine dernière a été marquée par deux conflits à propos de la récente réduction de l'horaire hebdomadaire de travail à 39 heures.

— Au garage Peugeot, la direction a voulu rogner sur les avantages acquis. Au paravant, les travailleurs faisaient 40 heures par semaine, mais comptaient un quart d'heure de casse-croûte par jour qui était comptabilisé sur l'horaire normal. Et la direction proposait tout simplement de passer à 39 heures, mais en supprimant le quart d'heure de casse-croûte. Les travailleurs ont réagi en faisant grève durant le casse-croûte.

— Dans les services fiscaux, l'administration a voulu là aussi revenir sur les avantages acquis. Et les travailleurs ont fait là aussi une journée de grève le mardi 9 février.

Deux épisodes qui montrent que face à la tentative des patrons de profiter d'un texte de loi volontairement ambigu, les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire.

GREVE AU CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE

Suite de la page 1

(Paris !) à régler la grande majorité des problèmes de tous ordres qui sont en suspens dans les hôpitaux et particulièrement à Pointe à Pitre et à Beauperthuy ?

Ou bien tenir le mouvement jusqu'à la réponse du gouvernement. Ou jusqu'à la réponse de Emmanuelli ? Que fera la CGTG si les réponses sont négatives ou dilatoires ?

En tout cas, ce sera aux travailleurs de se prononcer la-dessus et de dire s'ils acceptent d'arrêter leur mouvement sur de simples promesses ou s'ils veulent aller plus loin.

Au moment ou nous écrivons nous ne savons pas la réponse du gouvernement et Emmanuelli n'est pas encore arrivé en Guadeloupe.

Mais si la détermination des grévistes grandissait, au cours des prochaines heures, il serait difficile à Emmanuelli de les lanterner.

Alex Arthur

LA GRÈVE DE LA SCEFA CONTINUE

Le mouvement des travailleurs de la SCEFA continue. Les travailleurs occupent toujours la plantation.

On a le sentiment que l'administration et Max Martin veulent faire traîner les choses jusqu'au pourrissement de cette lutte. Ils comptent sans doute sur la fatigue et l'exaspération qui pousseront les travailleurs à reprendre le travail sans avoir rien obtenu.

Quelles sont les tractations entre le patron et l'administration ? La plantation doit-elle être vendue ? La Compagnie Fruitière serait-elle sur les rangs pour se porter acquéreur ? Autant de questions qui restent dans l'ombre...

Mais que le syndicat UTA qui dirige le mouvement laisse aussi dans l'ombre. On se souvient qu'en 1980 des travailleurs avaient occupé des terres qui furent replantées en canne pour s'opposer à la pénétration de la Compagnie fruitière. Aujourd'hui sur ces mêmes terres, en dépit des affirmations et des vantardises de l'UTA et de l'UPLG, la Compagnie fruitière développe des plantations de banane dans la région de Sainte Rose. Par la suite d'on ne sait quelles tractations, il se trouve que des dirigeants de l'UTA sont les contremaîtres géreurs de ces plantations. Ce sont eux qui embauchent pour la Compagnie fruitière.

Tout comme Nomertin à Sainte Rose, Mounien se transformera-t-il en contremaître d'une plantation qui passera des mains de Martin à celle de la Cie fruitière ?

Les travailleurs qui occupent aujourd'hui les plantations n'ont-ils pas plus intérêt à tirer dès maintenant parti de ces terres en y faisant tout de suite des cultures vivrières dont ils auront l'utilisation immédiate et qu'ils pourront vendre sur le marché ?

Ces questions ne sont pas posées par ceux qui dirigent la grève à Capesterre.

Aujourd'hui en tout cas, malgré le manque de perspectives des syndicats, les travailleurs de Capesterre doivent évidemment continuer à soutenir activement les travailleurs de la SCEFA.

Notamment en achetant les bananes qu'ils vendent pour leur propre compte.

La suite de cette grève dépendra en fait de la capacité des travailleurs à porter une menace plus sérieuse sur la propriété privée. En prenant réellement en main les champs pour leur propre compte : mais cela veut d'abord dire qu'il faut y changer dès aujourd'hui le type de culture.

Mais pour y parvenir les travailleurs devront auparavant prendre réellement leur lutte en main eux-mêmes et non se fier à des directions syndicales qui de toute façon, ont des objectifs autres que les intérêts des travailleurs.

POINTE-NOIRE : LA GRÈVE SE POURSUIT A L'HOPITAL BEAUPERTHUY

Depuis le 1er février les grévistes ont entamé leur action pour réclamer :
- de meilleurs outils de travail
- la création d'un service d'urgence
- l'embauche de personnel en nombre suffisant
- amélioration des locaux trop vétustes
- une augmentation des salaires.

Tout le monde s'accorde pour reconnaître le bien fondé des revendications, la nécessité de remédier à la vétusté de cet hopital, d'installer à Pointe Noire un centre de soins avec matériel et médecins. Seul le directeur a osé dire que les grévistes demandent trop à la fois. Mais malgré cette reconnaissance de la nécessité de toutes ces revendications des grévistes, personne, du directeur à la DASS, en passant par la préfecture, ne fait rien. Chacun tente de rejeter sur l'autre, la responsabilité de la situation actuelle. Et la grève se poursuit, parce que les responsables n'ont donné aucune suite aux exigences des travailleurs de l'hôpital.

SAINTE MARIE : SUSPENSION DE LA GREVE DES EMPLOYES MUNICIPAUX

La grève des employés municipaux a été une nouvelle fois suspendue à Sainte-Marie, et le travail a repris le mardi 9 février.

Rappelons que près de 80 % des 240 employés municipaux étaient rentrés en grève le 2 février pour protester contre l'attitude de la municipalité réactionnaire qui ne tenait pas les promesses faites à l'issue du premier conflit qui avait eu lieu durant le mois de janvier.

Notamment les travailleurs reprochaient à la municipalité de renvoyer à une date trop éloignée la discussion qui devait se tenir sur la mensualisation du personnel.

Au cours de cette deuxième grève, la municipalité a fait sortir un tract mensonger accusant les travailleurs de violence, alors que c'est précisément un des hommes de main de Petit qui avait attaqué et grièvement blessé un gréviste !

Les travailleurs ont décidé de suspendre à nouveau leur grève, dans l'attente d'une réunion du Bureau Municipal le 13 février. Et ils se réservent le droit de repartir en grève sans préavis au cas où leurs revendications ne seraient pas satisfaites.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

BNP POINTE-A-PITRE : ENCORE UNE NOTE DE SERVICE.

Dans sa note de service aux cadres, la direction souligne que nos notations professionnelles et les révisions de notre situation seront fonction de notre assiduité au travail. Notre promotion n'est-elle donc pas aussi automatique que l'indiquait un article de l'AFB dans le journal *France Antille* ?

Par cette affirmation la direction dément elle-même ce qu'elle disait il y a quelques semaines pour dénigrer notre mouvement de grève.

Mais malheureusement, le mensonge ne tue pas et c'est bien dommage.

CAFE POUR TOUS

Dans la même note la direction rappelle que durant le temps de travail tout déplacement sans motif de service est interdit. Bon nombre d'entre nous habitent bien souvent à plusieurs kilomètres de notre travail et nous sommes obligés de prendre la route très tôt, et n'avons pas le temps de manger.

Et pour prendre notre casse-croûte il nous faut bien nous déplacer. De cela, la direction ne se soucie guère. Il est vrai que ceux de la direction peuvent à n'importe quel moment de la journée se faire un café chaud ou manger un sandwich.

Alors si ces messieurs de la direction veulent empêcher tout déplacement de notre part, nous on veut bien, mais dans ce cas qu'ils nous fassent également servir sandwichs et café au moment de leur pause-casse-croûte.

A PROPOS DES 35 HEURES

Direction, FR3, et différents journaux tentent par une propagande insidieuse de nous faire passer pour des fainéants car nous voulons travailler 35 h. Il y a exactement 46 ans que la semaine de 40 heures est établie.

Mais depuis, bien des progrès techniques ont été réalisés. Nous travaillons plus vite et mieux que ne le faisaient les employés des banques en 1936, année de la semaine de 40 H., seuls les patrons profitent des progrès.

Nous aussi, nous devons en profiter en travaillant moins et en disposant de plus de temps libre et de temps pour vivre. Les 35 H. ne seraient qu'un début.

PLANTATIONS DE CAPESTERRE. BUTEL (BLONDINIERE) : EN « GUISE DE TREIZIEME MOIS »

Dans nombre d'entreprises les travailleurs reçoivent un treizième mois ou une prime de fin d'année. Butel Pierre ne voulant pas apparaître comme trop rapace a décidé de nous accorder une prime de fin d'année. Nous vous mettons au défi de deviner ce que c'est... Il s'agit tout simplement d'une bouteille de mousseux. Le pauvre il a dû frôler la ruine pour acheter à chacun de nous une bouteille qui coûte 15 F.

Et c'est pour lui éviter la faillite que plusieurs d'entre nous ont décidé de lui laisser sa bouteille. Il pourrait ainsi les revendre et renflouer sa caisse. Après il aura le toupet de dire que les travailleurs veulent sa ruine !

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE : LE MONDE A L'ENVERS.

A l'émission de Mano le dimanche 31, étaient invités Mr Zobda et Mr Ventura. Et là on a pu entendre le point de vue du directeur sur les 40 %.

Pour lui, en retirant un peu sur les 40 % on pourra créer plusieurs dizaines d'emplois et soulager les chômeurs et familles nécessiteuses. Par contre, pour le secteur privé des médecins, il est pour sa suppression mais il propose qu'on relève correctement leur salaire.

Il faudrait croire que les privilégiés de l'hôpital sont les employés et les déshérités les médecins.

DELATTRE LEVIVIER QUI TROUVERA LA CLE ?

La direction nous a appris que nous avions droit à une participation aux bénéfices de l'entreprise. D'après la circulaire envoyée par la direction, cette « RSP » (c'est-à-dire : réserve spéciale de participation), se calcule ainsi :

Nous citons la circulaire :

« La réserve Spéciale de participation est calculée selon la formule de droit commun de l'article 2 de l'ordonnance n° 67693 (Art. L 422.2.6T) résumée ci-dessous :

$$RSP = 1/2 \left(B - \frac{SG}{100}\right) \times S_{VA}$$

B = bénéfice net
C = capitaux propres de l'entreprise
S = masse des salaires
VA = valeur ajoutée.

Comme la direction ne nous a pas donné la clé de la formule, nous faisons appel aux camarades doués en mathématiques pour trouver la solution.

D'ores et déjà, un certain nombre de camarades ont fait parvenir leurs résultats, qui sont :
RSP = moins que rien
RSP = pas grand chose
RSP = rien du tout.

Nous attendons les autres résultats.

POUR LE PATRONAT, 39 H = REDUCTION DES SALAIRES.

La direction a donc refusé le maintien de nos salaires au même taux, avec la diminution d'une heure hebdomadaire décidée par le gouvernement. Il faut dire que le texte gouvernemental prévoyait la possibilité pour les patrons de payer les 39 h comme ils voulaient, c'est-à-dire en réduisant les salaires. Le même texte prévoit d'ailleurs la possibilité pour les patrons d'imposer un plus grand nombre d'heures supplémentaires aux travailleurs.

L'application des 39 h provoque déjà de nombreux remous sociaux, des grèves au niveau des banques, des services fiscaux, des garages... Pourtant c'est Mitterrand lui-même, dans sa campagne électorale, qui parlait de la semaine de 35 h ! Mais déjà avec les 39 h seulement, on voit la résistance opposée par les patrons. Et pourtant une heure de moins par semaine, ce n'est pas grand chose. Alors si déjà les patrons imposent une réduction de salaire pour la semaine de 39 h, cela signifie qu'il faudra se battre pour obtenir les 35 h. Car il ne faut pas compter sur le gouvernement pour imposer quoi que ce soit au patronat.

Quoi que nous voulions, il faudra se battre pour l'avoir.

CONSEIL REGIONAL : UN MACHIN QUI A DU MAL A MONTRER SON UTILITÉ

EN GUADELOUPE

L'élection du bureau du conseil régional s'est déroulée dans l'indifférence totale de la population. La droite a pris en main cette coquille vide. La gauche s'attend à la dissolution de la dite assemblée au profit d'une assemblée unique élue à la proportionnelle (si le gouvernement ne cède pas une fois de plus devant la droite). Elle n'a pas manifesté un intérêt extraordinaire pour l'assemblée moribonde. Mais il faut dire qu'elle était déjà bien inutile - sinon pour offrir des postes et des honneurs à un petit monde politique bien friand de cela - de tous bords !

Félicitons quand même le nouveau président, le député Esdras (ex-gauche passé à droite) : bien calé dans cette coquille vide il pourra ainsi naviguer à vue et prendre le bon tournant au bon moment.

EN MARTINIQUE

La situation est identique. Les vieux routiers de la droite, Petit, élu président, Bally, Forestal et compagnie se retrouvent maîtres de cette assemblée sans pouvoir, là-non plus, l'élection n'a pas passionné les foules !

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE. PILACHON AU PILORI.

Une revendication des grèvistes : c'est le départ de la directrice de la DASS. Partie il y a quelques années de Fort-de-France où l'on avait là aussi réclamé son départ, Madame Pilachon manifestement n'a pas réussi ici non plus à se faire des amis parmi ses administrés.

Bien qu'apparemment ce sont surtout les syndicats qui réclament son départ. Le personnel des hôpitaux n'est pas tellement acharné là-dessus. Mais il en est peut être autrement pour les gens qui travaillent dans les services de la DASS directement sous ses ordres.

UNE INTERVIEW SUR RCI : LOUBER DU PCG MIS DANS L'EMBARRAS !

Les interviews réalisés par le journaliste Jacques Caneval ne laissent pas indifférents. Fougueux (quelque-fois à l'excès - on l'a vu dans notre cas), on ne peut taxer ce journaliste de « ronronner ».

En tout cas, cette volonté de faire dire l'essentiel tranche avec justement les ronronneurs.

Les représentants de l'UPLG et du MUFLG qui furent interrogés sur leur programme en savent quelque chose.

Louber du PCG vient lui aussi d'en faire l'expérience.

Affirmant qu'il y avait des agents de la CIA au sein du syndicat solidarité et que ceux-ci voulaient faire basculer la Pologne dans le camp impérialiste, Louber s'est trouvé fort gêné quand Caneval lui demanda s'il pouvait produire une preuve, un document étayant ses affirmations. Finalement très embarrassé Louber prit le parti de contre-attaquer. Finalement, il invita Caneval en tant que Guadeloupéen à s'occuper des affaires de la Guadeloupe au lieu d'aller regarder ailleurs !

Qui croira après cela que les dirigeants du PCG ont une opinion indépendante de Moscou sur le problème de la Pologne ?

ERRATUM

Dans le numéro 149, il s'est glissé une erreur dans l'article sur le récent congrès de la CGTM. Au lieu du 5e congrès de la CGTM, c'est bien entendu du 4e congrès qu'il s'agit.

FR3 MARTINIQUE : UNE LIBERTÉ D'EXPRESSION TRÈS SURVEILLÉE

Marcel Beaudza, directeur de FR3 Martinique, a décidé de suspendre, à compter du 1er février, et jusqu'au 22 mars, l'émission « Point de Vue de la presse régionale » qui permettait à certains organes de presse de s'exprimer quelques minutes par mois sur les ondes. A noter d'ailleurs qu'à ce « Point de vue » n'étaient pas invités les journaux d'extrême gauche, que ce soient *Combat Ouvrier, Révolution socialiste, Asé Pléré, Grif-An-Tè* ou *La Parole au peuple.*

D'autre part ce « Point de vue » déjà très sélectif, puisque les journaux contestataires ou révolutionnaires n'y étaient pas représentés, était par ailleurs fort limité dans le temps : quelques minutes par semaine ne permettaient guère aux auditeurs de se faire une opinion sur les organes de presse ainsi présentés, d'autant plus que chacun d'eux ne passait à la radio qu'une foix par mois.

La raison invoquée par Marcel Beaudza pour suspendre ce « Point de vue de la presse régionale » est qu'à l'approche des élection cantonales, il faut assurer un juste équilibre entre les différentes sensibilités politiques. Résultat, le « point de vue » est remplacé par une émission télévisée intitulée « Page spéciale information », dans laquelle certaines organisations politiques sont invitées à donner leur opinion sur « la décentralisation ». A noter que chacune d'elles ne peut s'exprimer qu'une seule fois dans le cadre de cette émission.

Si le GRS a droit à la parole cette fois, en tant qu'organisation politique, par contre *Le Naïf*, en tant qu'organe de presse, se voit rayé de l'antenne. Quant à *Combat Ouvrier*, pas plus en tant qu'organisation politique qu'en tant qu'organe de presse, nous ne sommes invités à nous exprimer sur les ondes.

On se demande d'ailleurs en fonction de quels critères ont été sélectionnées les organisations politiques invitées à donner leur point de vue sur la décentralisation. La présentation de candidats aux élections cantonales ? La direction de FR3 ne l'a jamais précisé, et de toute façon tant que l'inscription officielle des candidats n'est pas close, FR3 ne peut pas juger par elle seule si une organisation politique présentera ou non des candidats.

Par contre, la parole est maintenant donnée à la fédération socialiste, qui jusqu'à présent, du fait de l'absence d'une organe de presse, (tout au moins au moment où le « Point de vue de la presse régionale » a été lancé, car depuis elle s'est rattrapée) ne pouvait pas s'exprimer dans le cadre de l'émission « Point de vue »

Si *Combat Ouvrier* ou *La Parole au Peuple* ne sont pas autorisés à s'exprimer à la télévision, on remarquera par contre que la nouvelle émission permet aux partis de droite, UDF et PR, de s'exprimer largement, eux qui n'ayant pas d'organe de presse jusqu'à ces derniers temps ne pouvaient pas prétendre aux quelques minutes d'antenne du « Point de Vue de la presse régionale ». Maintenant, grâce à la « page spéciale information », UDF et PR disposeront chacun d'une émission pour défendre leurs positions sur la décentralisation. Merci FR3 !

On remarquera également que le journal de cette droite tout nouvellement paru comme par hasard à la veille des élections cantonales, *L'Union,* n'a pas été oublié dans la revue de presse hebdomadaire qu'FR3 vient de programmer à la télévision. Dans la dizaine de titres rapidement commentés par un journaliste sur le petit écran, *L'Union* tenait une bonne place, malgré sa faible diffusion.

Quant aux autres organisations de gauche ou d'extrême gauche, elles ne sont pas représentées à la télévision. Peut-être que leur « Point de vue » gênerait FR3 ou le gouvernement socialiste qui le subventionne ?

La gauche officielle, ou tout au moins qui soutient le gouvernement, PPM, PCM a protesté pour la forme lorsque l'émission « Point de vue de la presse régionale » a été suspendue. *Justice,* organe du PCM a cependant été très compréhensif vis-à-vis de Marcel Beaudza. « *Nous pensons néanmoins que ce n'est pas de gaîté de coeur que vous avez été contraint de prendre une telle mesure* » écrit *Justice* au directeur de FR3 !

Mais leur timide protestation s'est vite éteinte lorsque FR3 leur a donné la parole sur la décentralisation dans le cadre le la « Page Spéciale Informations ». Et ni l'un ni l'autre n'ont exigé que l'ensemble des formations de gauche puissent s'exprimer sur les ondes. Leur revendication de la liberté d'expression semble s'arrêter à leur propre organisation !

Quant à la Fédération socialiste, elle n'a pas pipé mot, trop contente que la « Page spéciale Information » lui permette de s'exprimer largement sur son thème favori de la décentralisation, juste à la veille des élection cantonales. On le voit, à FR3, les mots « liberté d'expression » sont pris dans leur sens le plus restrictif, et tout le monde n'a pas l'heur de plaire aux dirigeants de la station... ou au gouvernement de Mitterrand.

C. Goya

LES SYNDICATS DE L'UPLG : DES INSTRUMENTS POUR UNE POLITIQUE QUI N'EST PAS CELLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Suite de la page 1

Au moment où nous écrivons il semble que les travailleurs de l'hôpital de Pointe-à-Pitre ont déjoué cette tentative de division en exprimant que la meilleure façon d'être solidaire de leurs camarades de Beauperthuy c'était de se battre eux-mêmes pour leurs propres revendications. Ce qui est tout à fait naturel.

Mais que visent les syndicats nationalistes en agissant ainsi ?

Il faut bien comprendre que ce ne sont pas les intérêts des travailleurs qui poussent ainsi les syndicats nationalistes de l'UPLG. Ceux-ci obéissent à des motifs d'ordre politique, mais des motifs politiques qui n'ont rien à voir avec l'intérêt de la classe ouvrière.

L'objectif politique avoué de l'UPLG exprimé dans ses mots d'ordre c'est : « un seul peuple, une seule organisation » C'est clair. L'UPLG veut fondre malheureux et nantis, ouvriers et bourgeois, pauvres et riches dans le même sac qu'il appelle pour la circonstance « le peuple », mais dans ce peuple on sait par expérience que ce sont les pauvres qui seront les « dirigés », les producteurs, les administrés, et les nantis aisés, instruits, riches vont diriger. Ils seront la tête.

Les futurs dirigeants d'une Guadeloupe indépendante sont déjà en train de se mettre en place. Toute la petite bourgeoisie aisée regarde vers une possibilité de remplacer l'administration française par une administration noire guadeloupéenne. Et l'UPLG ne serait pas la dernière à postuler de telles places - sans même attendre l'indépendance, celle-ci pouvant venir ensuite.

Dans une telle perspective il est indispensable pour la petite bourgeoisie indépendantiste d'avoir une emprise sur les masses ouvrières et paysannes. Ceci pour deux raisons. D'abord pour peser d'un poids politique plus fort en ayant la possibilité de paralyser le pays par la grève et ainsi apparaître comme une force dans tout le pays. Auquel cas les travailleurs n'auraient rien à gagner dans une telle opération. Ils serviraient de masse de manoeuvre n'ayant aucune voix au chapitre. La façon non démocratique dont pratiquement toutes les grèves dirigées par les syndicats nationalistes se déroulent, est là pour le prouver à l'avance.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'échanger un syndicat contre un autre. L'UTS, l'UTA, l'UGTG ne seront pas mieux que la CGTG. La direction de ce dernier syndicat n'est pas combative, soit. Mais c'est aux travailleurs de diriger eux-mêmes leurs luttes et non de confier la direction à des gens qui se sont désignés pour cela parce qu'ils ont un titre syndical. Croire que l'UTS fera mieux c'est échanger un cheval borgne contre un cheval aveugle. Car les syndicats nationalistes ont d'abord pour objectif d'utiliser la force que représentent les travailleurs pour amener au mouvoir une autre classe que celle des travailleurs.

Une autre raison pousse les nationalistes de l'UPLG dans la voie de création de syndicats parmi les travailleurs. S'ils parviennent à diriger demain le pays, il devront avoir la possibilité de modérer les revendications des travailleurs. Ils réclameront à ceux-ci des sacrifices au nom de l'intérêt national.

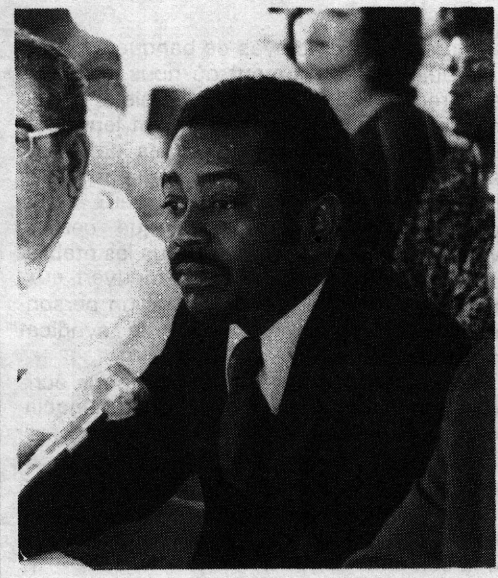
Or les travailleurs n'ayant pas le pouvoir n'accepteront pas de bon gré de faire des sacrifices au nom d'une politique et d'objectifs qui ne sont pas les leurs.

Il faudra les contraindre par la force et par la pression en leur sein même. C'est ce rôle que joueront dans ce cas les syndicats nationalistes.

Pour qu'une telle perspective ne se réalise pas il n'y a qu'une voie : c'est que les travailleurs s'engagent, eux, dans la politique, avec leurs propres objectifs. Il y a dans ce pays des idées et un programme politique qui représentent les intérêts historiques des travailleurs. Ceux-ci auront à le reconnaître et à lui faire confiance le moment venu. Il s'agit surtout de comprendre que les classes pauvres dans un pays, quelles que soient les circonstances politiques, doivent se donner leur propre organisation politique de lutte. Faire confiance à d'autres programmes ou à d'autres classes qui parlent au nom du peuple, c'est aller vers une issue qui ne peut que laisser les pauvres en dehors de toute possibilité de décider de quoi que ce soit.

Claude Rocha

LE MAIRE DE BAIE MAHAULT MIS EN DEMEURE D'OUVRIR SES COMPTES.



Le maire de Baie-Mahault, Edouard Chamougon, a été sommé par le tribunal administratif de fournir à un groupe de personnes qui en avaient fait la requête, les comptes communaux.

Depuis le début de l'année 1980, un groupe d'habitants de Baie Mahault, soupçonnant que des fonds communaux avaient été détournés, s'étaient adressés au maire pour qu'il mette à leur disposition un certain nombre de documents (procès-verbaux des délibérations de conseils municipaux, budgets et comptes...)

Le maire ayant refusé de fournir ces documents ,les requérants firent appel au tribunal administratif. Il a donc fallu deux ans pour que cette affaire aboutisse à une mise en demeure.

Suite de l'Editorial

Mais si les travailleurs se donnent pour cela les moyens - avant tout en prenant en main leurs luttes eux-mêmes - ils pourraient marquer des points réels dans cette lutte. Mais cette dernière condition est indispensable.

CULTURE : EXPOSITION DE PEINTURE DE RICO ROBERTO

Nous convions nos lecteurs à aller voir les tableaux du peintre guadeloupéen Rico Roberto au centre culturel Rémy Nainsouta de Pointe à Pitre. L'exposition durera jusqu'au 20 février.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728